Société de développement de la Baie James

et
entités affiliées

RAPPORT
ANNUEL
1987

TABLE DES MATIERES

Lettre au ministre 1

Conseil d'administration

Société de développement de la Baie James (SDBJ) 2

Entités affiliées 3

Rapport d'activités et commentaires sur les états financiers 1987 4

Etats financiers

Société de développement de la Baie James (SDBJ) 6

Société de tourisme de la Baie James (SOTOUR) 20

Société de développement autochtone de la Baie James (Sodab) 24

Somine Inc. 34

Municipalité de la Baie James (MBJ)

Conseil d'administration Organismes para-municipaux 38

Rapport d'activités 38

Etats financiers 42

Société de développement de la Baie James

Matagami, le 17 octobre 1988

Monsieur le Ministre Pierre Paradis
Responsable de l'application de la
Loi sur le développement de la région
de la Baie James
Hôtel du Parlement
Québec (Québec)

Monsieur le Ministre,

Le Conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James a l'honneur de vous présenter conformément aux articles 33 et 44 de sa loi constituante, le rapport annuel de la Société et de ses entités affiliées pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très grande considération.

Laurent Levasseur,
Président

LL/mg

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Société de développement de la Baie James (SDBJ)	**Laurent Levasseur**
	René Gingras
	Jean-Jacques Lefebvre
	Jean-Joseph Villeneuve
	Florent Gagné

Direction	**Laurent Levasseur** **président**
	Donald R. Murphy **directeur général**
	Me Réal Lavigne **secrétaire**
	Claude Hubert **trésorier**

CONSEILS D'ADMINISTRATION

Société de tourisme de la Baie James (SOTOUR)	**Laurent Levasseur**
	Florent Gagné
	Jean-Joseph Villeneuve
	René Gingras
	Jean-Jacques Lefebvre
	Me Réal Lavigne, sec.
Société de développement autochtone de la Baie James (SODAB)	**Roderick Pachano**
	Walter Hughboy
	Gilbert Bossé
	Donald Lemay
	Andrew Moar, D.-G.
Somine Inc.	**Albert Jessop**
	Gilles M. Dionne
	Me Réal Lavigne

RAPPORT D'ACTIVITES DE L'EXERCICE 1987

Au cours des années 1980, la Société de développement de la Baie James entreprenait un vaste programme de rationalisation de ses activités. Au cours de l'exercice financier 1987, la Société de développement de la Baie James a terminé ce processus. Ce virage étant concrétisé dès le début de l'année, le conseil d'administration confiait à un comité l'étude des principales voies d'avenir de la Société. Ce groupe de travail a présenté le fruit de sa réflexion dans un rapport intitulé "Tandem SDBJ/MBJ, une force tranquille".

Cette réflexion a été synthétisée dans un second document, soit "Le plan d'intervention de la Société de développement de la Baie James". Ce dossier représente l'outil qui permettra à la Société de développement de la Baie James de réaliser sa réorganisation.

Le but principal que se donne la Société est de mieux aménager, administrer et développer le nord québécois en général et la Baie James en particulier.

En somme, ces deux rapports présentent les principales lignes d'intervention de la Société de développement de la Baie James. Ces axes sont: susciter et soutenir des activités de développement; assurer la cohésion entre activités gouvernementales et activités des développeurs; établir un partenariat multiethnique; favoriser l'échange avec les régions limitrophes et promouvoir une véritable volonté nordique. De plus, il a été identifié tout un faisceau de moyens qui nous permettent d'atteindre ces objectifs.

Dans le secteur minier, l'année 1987 a été fertile en événements. En effet la Société a procédé à une révision en profondeur de son patrimoine minier. Dans ce dossier, en vertu du regroupement intervenu entre Les Ressources du Lac Meston et Les Ressources Campbell Ltée, la Société de développement de la Baie James a vu chacune de ses actions détenues dans les Ressources du Lac Meston échangées pour des actions de Les Ressources Campbell Ltée. Grâce à cette échange d'actions, la Société de développement de la Baie James a accru son implication dans le domaine minier, car elle possédait déjà environ 2 000 claims répartis sur le territoire de la Baie James.

Sur le plan des infrastructures, la Société de développement de la Baie James a poursuivi en 1987, son rôle de propriétaire-gestionnaire. A ce titre, la Société de développement de la Baie James concluait avec la Société d'Energie de la Baie James et Hydro-Québec un protocole d'entente par lequel la Société de développement de la Baie James assure la gestion et l'entretien de l'axe routier Matagami-Radisson-Chisasibi ainsi que de l'aéroport de la Grande Rivière.

Pour remplir adéquatement ce rôle, la Société a renouvelé une grande partie des équipements et machineries nécessaires à la gestion et à l'entretien de ses infrastructures.

La Société détient toujours la propriété et la responsabilité de plusieurs complexes immobiliers dont le Centre communautaire de Radisson, le Complexe SDBJ de Radisson, plusieurs habitations et édifices à bureaux à Radisson, l'immeuble le Jamésien à Matagami ainsi que des entrepôts et d'autres propriétés à Matagami.

Enfin, la Société de développement de la Baie James a participé activement à certains événements majeurs dont le Symposium international sur l'avenir du nord québécois qui s'est tenu en novembre 1987, à Amos. Cette tribune a permis à la Société d'exercer son leadership dans la promotion d'une véritable volonté nordique.

Le président,

Laurent Levasseur

Maheu Noiseux
Comptables agréés

ROUYN-NORANDA
155, Dallaire
Rouyn-Noranda (Québec)
J9X 4T3
(819) 762-6521

VAL D'OR
866, 3e Avenue
Val d'Or (Québec)
J9P 1T1
(819) 825-4101

AMOS
492, 1re Rue ouest
Amos (Québec)
J9T 2M4
(819) 732-5275

LA SARRE
300 Principale
La Sarre (Québec)
J9Z 1Y8
(819) 333-2392

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Monsieur le ministre Pierre Paradis
Responsable de l'application de la loi sur le
développement de la région de la Baie James
Hôtel du Gouvernement
Québec

Nous avons vérifié le bilan de Société de développement de la Baie James au 31 décembre 1987 ainsi que les états des résultats, du déficit et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la société, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1987 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Maheu Noiseux

Comptables agréés

Amos, le 18 juillet 1988

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 1987

Résultats	1
Déficit	2
Bilan	3
Évolution de la situation financière	4
Notes complémentaires	5 à 11

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

	1987	1986
REVENUS	1 971 024 $	1 311 877 $
REMISE DE REVENUS - SEBJ, HYDRO-QUÉBEC	301 644	206 137
REVENUS NETS	1 669 380	1 105 740
REVENUS DE TRANSFERT		
Fonctionnement		100 000
Activités non financées		125 000
Intérêts sur emprunts bancaires	902 099	1 450 604
	902 099	1 675 604
	2 571 479	2 781 344
FRAIS D'EXPLOITATION		
Salaires et avantages sociaux	276 543	271 779
Dépenses d'exploitation, d'entretien et d'administration	5 831 958	4 993 993
Amortissements	232 220	293 466
Intérêts sur la dette à long terme	31 940	33 781
Intérêts et frais bancaires	902 098	1 450 604
	7 274 759	7 043 623
RECOUVREMENT - SEBJ, HYDRO-QUÉBEC ET ENTITÉS AFFILIÉES	5 033 658	4 504 970
	2 241 101	2 538 653
	330 378	242 691
REDEVANCES - LES RESSOURCES DU LAC MESTON INC.	453 479	
BÉNÉFICE AVANT POSTE EXCEPTIONNEL	783 857	242 691
POSTE EXCEPTIONNEL		
Revenu de transfert - service de la dette	4 067 902	3 419 396
BÉNÉFICE NET	4 851 759 $	3 662 087 $

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

DÉFICIT

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

	1987	1986
SOLDE AU DÉBUT	(69 301 557)$	(72 963 644)$
BÉNÉFICE NET	4 851 759	3 662 087
SOLDE À LA FIN	(64 449 798)$	(69 301 557)$

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

BILAN

31 DÉCEMBRE 1987

	1987	1986
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	1 938 456 $	26 498 $
Débiteurs (note 3)	1 656 298	1 927 975
Avances à des compagnies affiliées	81 020	77 304
Frais imputables au prochain exercice	22 473	
	3 698 247	2 031 777
PLACEMENTS (note 4)	3 006 777	2 996 525
IMMOBILISATIONS (note 5)	2 011 460	2 493 775
INFRASTRUCTURES	91 000	97 000
	8 807 484 $	7 619 077 $

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs

Maheu Noiseux
Comptables agréés

	1987	1986
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires (note 6)	6 775 033 $	11 180 905 $
Créditeurs et frais courus	2 062 117	988 922
Retenues sur contrats	117 632	140 147
Versements sur la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice		34 865
	8 954 782	12 344 839
DETTE À LONG TERME		273 295
	8 954 782	12 618 134
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE NÉGATIF		
CAPITAL-ACTIONS (note 7)	60 000 000	60 000 000
SURPLUS D'APPORT	4 302 500	4 302 500
DÉFICIT (note 8)	(64 449 798)	(69 301 557)
	(147 298)	(4 999 057)
	8 807 484 $	7 619 077 $
ÉVENTUALITÉ (note 9)		

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

	1987	1986
EXPLOITATION		
Bénéfice net (perte)	4 851 759 $	3 662 087 $
Postes ne comportant aucun mouvement de liquidités:		
Amortissements	232 220	293 466
Profit sur vente d'immobilisations	(263 500)	(71 971)
Profit sur ventes d'infrastructures	(104 000)	
	4 716 479	3 883 582
Variation nette des postes du fonds de roulement ne constituant pas des liquidités	1 296 168	508 475
LIQUIDITÉS PROVENANT DE L'EXPLOITATION	6 012 647	4 392 057
INVESTISSEMENT		
Achats de placements	(48 565)	
Prêts		(14 000)
Encaissement de prêts	38 313	27 486
Radiation de placement		2
Achats d'immobilisations	(318 103)	
Ventes d'immobilisations	683 713	275 644
Contributions SEBJ et Hydro-Québec	147 985	
Ventes d'infrastructures	110 000	
LIQUIDITÉS PROVENANT DE L'INVESTISSEMENT	613 343	289 132
FINANCEMENT		
REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME, LIQUIDITÉS ABSORBÉES PAR LE FINANCEMENT	(308 160)	(30 192)
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	6 317 830	4 650 997
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS AU DÉBUT	(11 154 407)	(15 805 404)
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS À LA FIN (note 11)	(4 836 577)$	(11 154 407)$

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

1. EXISTENCE JURIDIQUE ET TYPE D'ACTIVITÉS

La Société de développement de la Baie James (SDBJ) est une société paragouvernementale constituée en vertu de la loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 LRQ c.D-8, dont les actions sont détenues à part entière par le gouvernement du Québec. La Société a pour objet de susciter le développement et l'exploitation des richesses naturelles autres que les ressources hydroélectriques qui se trouvent sur le territoire de la Baie James ainsi que de voir à l'administration et à l'aménagement de ce territoire.

2. PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers sont destinés au Ministre responsable de l'application de la loi sur le développement de la région de la Baie James soit, le Ministre des Affaires municipales, l'Assemblée Nationale du Québec et toutes les personnes intéressées au territoire de la Baie James.

Croyant qu'il est plus explicite de présenter les états financiers de ses filiales séparément, ceux-ci ne furent pas consolidés avec les états financiers de la SDBJ. À l'exception du placement dans la Société de développement autochtone de la Baie James (Sodab) qui est comptabilisé au coût parce que l'accroissement de l'avoir net de Sodab ne peut être distribué à ses actionnaires, tous les autres placements de la SDBJ dans chacune de ses filiales sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

IMMOBILISATIONS

Le coût non amorti des immobilisations est réduit des contributions de tierces parties. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur les périodes suivantes:

Immeubles	20 ans
Maisons modulaires	10 ans
Mobilier et équipement de bureau	5 ans
Machinerie et équipement	3 ans
Matériel roulant	3 ans

2. PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES (suite)

INFRASTRUCTURES

En vertu d'une convention avec la Société d'énergie de la Baie James (SEBJ), la SDBJ a fait construire les infrastructures requises par la SEBJ telles que les routes permanentes et d'hiver, ponts, aéroports et centre-ville de la Municipalité de Radisson au coût total de 408 390 660 $. La SEBJ assumait jusqu'au 31 décembre 1985, 99 % des coûts nets de construction, soit 400 766 705 $, et 100 % des frais d'entretien et d'exploitation. Au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 1985 une dévaluation de 7 526 955 $ a été enregistrée afin d'en refléter la valeur de réalisation. La SDBJ a la propriété exclusive de ces infrastructures mais ne peut les aliéner, les céder et les transporter sans le consentement de la SEBJ.

IMPÔTS SUR LE REVENU

Étant des sociétés paragouvernementales, la SDBJ et ses filiales en propriété exclusive ne sont pas assujetties aux impôts sur le revenu.

3. DÉBITEURS

	1987	1986
Société d'énergie de la Baie James	748 984 $	114 187 $
Hydro-Québec	612 559	1 495 575
Portion à court terme des prêts à recevoir	21 502	24 589
Autres	381 382	426 434
	1 764 427	2 060 785
Provision pour créances douteuses	108 129	132 810
	1 656 298 $	1 927 975 $

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

4. PLACEMENTS

	1987	1986
PLACEMENTS DANS LES FILIALES		
Actions de Somine inc. détenues à 100 %	1 $	1 $
Actions de Sodab détenues à 51 %	510	510
	511	511
PLACEMENTS EN ACTIONS		
1 212 625 actions ordinaires de Les Ressources du Lac Meston inc.		2 916 950
2 875 778 actions ordinaires de Les Ressources Campbell inc. (d'une valeur boursière de 5 348 947 $ au 31 décembre 1987)	2 965 515	
	2 966 026	2 917 461
Prêts à recevoir	40 751	79 064
	3 006 777 $	2 996 525 $

Les 1 212 625 actions ordinaires de Les Ressources du Lac Meston inc. ont été échangées pour 2 849 668 actions ordinaires de Les Ressources Campbell inc. en date du 29 décembre 1987, soit 1 action de Les Ressources du Lac Meston inc. pour 2,35 actions de Les Ressources Campbell inc.

Les avances consenties à Socom furent échangées le 29 décembre 1987 pour 26 110 actions ordinaires de Les Ressources Campbell inc., comptabilisées à 48 565 $ soit le moindre de la valeur boursière ou des avances consenties à cette date.

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

5. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé et contributions	1987 Coût non amorti	1986 Coût non amorti
Terrains	99 034 $		99 034 $	99 034 $
Immeubles	3 906 005	2 117 758 $	1 788 247	1 805 588
Maisons modulaires	835 326	775 722	59 604	419 462
Mobilier et équipement de bureau	1 266 283	1 259 895	6 388	2 353
Machinerie et équipement	1 565 158	1 560 091	5 067	14 338
Matériel roulant	1 432 399	1 379 279	53 120	153 000
	9 104 205 $	7 092 745 $	2 011 460 $	2 493 775 $

Un montant de 5 001 315 $ est inclus dans l'amortissement cumulé à titre de contributions de la part de la SEBJ et de l'Hydro-Québec.

6. EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires sont garantis par le Gouvernement du Québec pour une somme maximale de 17 100 000 $. Toutefois pour tout emprunt supérieur à 11 530 000 $ la SDBJ doit obtenir une autorisation spécifique du Ministre des Affaires municipales. Au 31 décembre 1987, le ministre avait autorisé des emprunts totalisant 8 602 000 $.

7. CAPITAL-ACTIONS

	1987	1986
AUTORISÉ		
10 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune		
ÉMIS ET PAYÉ		
6 000 000 d'actions ordinaires	60 000 000 $	60 000 000 $

7. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Les actions de la SDBJ font partie du domaine public et sont attribuées au Ministre des Finances. L'article 25 de la loi sur le développement de la région de la Baie James prévoyait le paiement à la Société, sur le fonds consolidé du revenu, chaque année pendant dix ans, d'une somme n'excédant pas 10 000 000 $ pour 1 000 000 d'actions entièrement acquittées de son capital-actions; 6 000 000 d'actions ont été entièrement émises et payées. Le Ministre des Finances a cessé de souscrire le 2 mars 1977.

8. DÉFICIT ACCUMULÉ

Le déficit accumulé de la SDBJ était de 64 449 798 $ en date du 31 décembre 1987 et provient principalement de radiations et de dévaluations d'actifs effectuées aux états financiers.

Les radiations et les dévaluations cumulées aux états financiers sont de trois ordres et totalisent 68 909 534 $. Le bénéfice d'opération accumulé depuis la création de la SDBJ et ses filiales est de 4 459 736 $. La répartition est la suivante:

Dévaluation pour refléter la valeur de réalisation dans une perspective de modification du mandat de la SDBJ	
Infrastructures	7 526 955 $
Développement régional	4 768 089
Protection de l'environnement	4 507 019
	16 802 063
Dévaluation d'actifs miniers pour refléter la cession éventuelle desdits actifs, dans une perspective de modification du mandat de la SDBJ, à d'autres entités gouvernementales	
Somine inc.	19 330 886
Fer Albanel	5 890 070
	25 220 956
Montant à reporter	42 023 019 $

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

8. DÉFICIT ACCUMULÉ (suite)

Montant reporté	42 023 019 $
Radiation d'actifs miniers suite à l'abandon des projets d'exploration et d'opération minières	
Projet d'exploration	14 357 099
Mine Joe Mann	12 529 416
	26 886 515
Bénéfice d'opération accumulé	
Filiales	(1 153 937)
SDBJ	5 613 673
	4 459 736
	64 449 798 $

9. ÉVENTUALITÉ

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1985, la SDBJ a versé la somme de 2 000 000 $ relativement au règlement d'une réclamation d'un entrepreneur.

L'administration de la Société tente présentement de récupérer cette somme en tout ou en partie auprès des bénéficiaires des ouvrages effectués.

10. ENGAGEMENTS

Les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et aux frais d'entretien y afférant se chiffrent à 605 156 $. Cette somme est remboursable en totalité par la Société d'Énergie de la Baie James.

Matériel roulant	524 464 $
Entretien et réparations	80 692
	605 156 $

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

11. INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS

	1987	1986
Encaisse	1 938 456 $	26 498 $
Emprunts bancaires	(6 775 033)	(11 180 905)
	(4 836 577)$	(11 154 407)$

Maheu Noiseux

Maheu
Noiseux
Comptables agréés

ROUYN-NORANDA
155, Dallaire
Rouyn-Noranda (Québec)
J9X 4T3
(819) 762-6521

VAL D'OR
866, 3e Avenue
Val d'Or (Québec)
J9P 1T1
(819) 825-4101

AMOS
492, 1re Rue ouest
Amos (Québec)
J9T 2M4
(819) 732-5275

LA SARRE
300 Principale
La Sarre (Québec)
J9Z 1Y8
(819) 333-2392

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

À l'actionnaire de la
Société de tourisme de la Baie James

Nous avons vérifié le bilan de la Société de tourisme de la Baie James au 31 décembre 1987 et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la société, cet état financier présente fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1987 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Maheu Noiseux

Comptables agréés

Amos, le 18 juillet 1988

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 1987

Bilan	1
Notes complémentaires	2

Maheu Noiseux

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

BILAN

31 DÉCEMBRE 1987

	1987	1986
ACTIF		
Encaisse	1 $	1 $
Placements (note 3)	200	200
	201 $	201 $
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
CAPITAL-ACTIONS		
AUTORISÉ		
500 000 actions privilégiées, sans droit de vote, dividende non cumulatif de 9 %, rachetables à leur valeur nominale de 10 $ chacune		
500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune		
ÉMIS ET PAYÉ		
35 000 actions ordinaires	350 000 $	350 000 $
DÉFICIT	(349 799)	(349 799)
	201 $	201 $

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Administrateurs

Maheu Noiseux
Comptables agréés

SOCIÉTÉ DE TOURISME DE LA BAIE JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 DÉCEMBRE 1987

1. EXISTENCE JURIDIQUE ET RÔLE DE LA SOCIÉTÉ

La société est constituée en vertu de la loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 L.R.Q. c.D-8 et est une filiale en propriété exclusive de la Société de développement de la Baie James (SDBJ). Ses activités sont reliées au développement touristique, à l'hébergement et à la restauration.

Le 31 décembre 1984, la société a transféré, la presque totalité de ses actifs et de ses dettes à leurs valeurs comptables à sa société mère la SDBJ.

2. PRINCIPALES PRATIQUES COMPTABLES

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers sont destinés à l'actionnaire Société de développement de la Baie James et au Ministre responsable de l'application de la loi sur le développement de la région de la Baie James, l'Assemblée Nationale du Québec et toutes les personnes intéressées au territoire de la Baie James.

Croyant qu'il est plus explicite de présenter les états financiers de ses filiales séparément, ceux-ci ne furent pas consolidés avec les états financiers de la société mère. Les placements dans chacune des filiales sont comptabilisés à la valeur de consolidation.

IMPÔTS SUR LE REVENU

Étant une filiale en propriété exclusive d'une société paragouvernementale exempte d'impôt, la compagnie et ses filiales en propriété exclusive ne sont pas assujetties aux impôts sur le revenu.

3. PLACEMENTS, À LA VALEUR DE CONSOLIDATION

	1987	1986
Actions de Entreprises de Gestion Mann inc. détenues à 100 %	100 $	100 $
Actions de Habitations Somine Meston inc. détenues à 100 %	100	100
	200 $	200 $

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE
DE LA BAIE JAMES

FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1987

ETATS FINANCIERS

AU 31 DÉCEMBRE 1987

Auditors' Report	2	Rapport des vérificateurs
Financial Statements		Etats financiers
Earnings	3	Résultats
Deficit	4	Déficit
Changes in Cash Resources	5	Mouvements de la trésorerie
Balance Sheet	6	Bilan
Notes to Financial Statements	7 à 9	Notes complémentaires
Supplementary Information	10	Renseignements supplémentaires

AUDITORS' REPORT

To the shareholders of

James Bay Native Development Corporation

We have examined the balance sheet of James Bay Native Development Corporation as at December 31, 1987 and the statements of earnings, deficit and changes in cash resources for the year then ended, and have obtained all the information and explanations we have required. Our examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as we considered necessary in the circumstances.

In our opinion, and to the best of the informations and explanations given to us and as shown by the accounting records of the Company, these financial statements present fairly the financial position of the Company as at December 31, 1987 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with generally accepted accounting principles applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Raymond, Chabot, Martin, Paré

Chartered accountants
Comptables agréés

Val d'Or (Quebec)

May 20, 1988.
Le 20 mai 1988.

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de

Société de Développement autochtone de la Baie James

Nous avons vérifié le bilan de la Société de Développement Autochtone de la Baie James au 31 décembre 1987, ainsi que les états des résultats, du déficit et des mouvements de la trésorerie de l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, à la lumière des renseignements et des explications fournis et tel qu'il appert aux livres de la société, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la société au 31 décembre 1987, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

EARNINGS

YEAR ENDED DECEMBER 31, 1987

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

	1987	1986	
SALES	9 070 765 $	6 465 004 $	CHIFFRE D'AFFAIRES
Cost of sales and of transport	6 735 732	4 907 226	Coût des ventes et du transport
GROSS PROFIT	2 335 033	1 557 778	BÉNÉFICE BRUT
Other income			Autres revenus
Interest	149 829	210 553	Intérêts
School transportation	262 588	280 540	Transport scolaire
Rentals	15 656	23 375	Location
Gain on sale of investment	1 506	18 679	Gain sur la cession d'un placement
Gain on sale of fixed assets	1 204	11 879	Gain sur la cession d'immobilisations
Other income	33 518	37 486	Autres revenus
	464 301	582 512	
	2 799 334	2 140 290	
Expenses			Dépenses
Salaries and fringe benefits	1 302 445	1 004 749	Salaires et charges sociales
Professional fees	387 740	93 104	Honoraires professionnels
Data processing	25 200	26 720	Traitement des données
Travelling	181 150	81 753	Frais de déplacement
Transportation, communications and insurance	398 852	259 076	Transport, communications et assurances
Rent, taxes, maintenance and repairs	520 119	439 935	Location, taxes, entretien et réparations
Information and advertising	3 040	22 765	Information et publicité
Other expenses	61 296	53 408	Autres dépenses
Depreciation of fixed assets	287 912	205 098	Amortissement des immobilisations
Amortization of deferred charges	12 645	7 848	Amortissement des frais reportés
Bad debts	85 531	58 873	Mauvaises créances
Provision for loss on loans	33 495	580 616	Provision pour perte sur prêts
	3 299 425	2 833 945	
Less: recovery from affiliated companies and others	43 380	8 953	Moins: recouvrement de sociétés affiliées et autres
Net expenses	3 256 045	2 824 992	Dépenses nettes
Operating loss	(456 711)	(684 702)	Perte d'exploitation
Equity in earnings of affiliated companies		(55 021)	Part dans les résultats de sociétés affiliées
NET LOSS	(456 711) $	(739 723) $	PERTE NETTE

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

DEFICIT

YEAR ENDED DECEMBER 31, 1987

DÉFICIT

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

	1987	1986	
Balance, beginning of year	(10 305) $	729 418 $	Solde au début
Net Loss	(456 711)	(739 723)	Perte nette
Balance, end of year	(467 016) $	(10 305) $	Solde à la fin

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

CHANGES IN CASH RESOURCES

YEAR ENDED DECEMBER 31, 1987

MOUVEMENTS DE LA TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

	1987	1986	
OPERATIONS			EXPLOITATION
Net loss	(456 711) $	(739 723) $	Perte nette
Non-cash items			Éléments hors caisse
Depreciation of fixed assets	287 912	205 098	Amortissement des immobilisations
Amortization of deferred charges	12 645	7 848	Amortissement des frais reportés
Gain on sale of fixed assets	(1 204)	(11 879)	Gain sur la cession d'immobilisations
Gain on sale of investment	(1 506)	(18 679)	Gain sur la cession d'un placement
Provision for loss on loans	33 495	580 616	Provision pour perte sur prêts
Equity in earnings of affiliated companies		55 021	Participation dans les résultats de compagnies affiliées
Changes in non-cash working capital items	(353 907)	26 220	Variations d'éléments du fonds de roulement
Source (use) of cash	(479 276)	104 522	Provenance (utilisation) des liquidités
FINANCING			FINANCEMENT
Issue of class «A» shares	250 000	250 000	Émission d'actions catégorie «A»
Instalments under capital lease	(3 395)	(3 269)	Versement sur le contrat de location-acquisition
Instalments on long-term debt		(37 934)	Remboursements d'emprunt à long terme
Variation of accounts payable to a related company		(38 947)	Variation des comptes à payer à une société apparentée
Source of cash	246 605	169 850	Provenance des liquidités
INVESTMENT			INVESTISSEMENT
Long-term loans	(234 878)	(336 133)	Prêts à long terme
Decrease of long-term loans	187 846	281 365	Diminution de prêts à long terme
Proceeds from sale of investment	56 506	70 889	Produit de la cession d'un placement
Additions to fixed assets	(425 605)	(489 126)	Immobilisations
Disposal of fixed assets	5 399	18 650	Cession d'immobilisations
Deferred charges	(165 984)	(67 272)	Frais reportés
Use of cash	(576 716)	(521 627)	Utilisation des liquidités
Decrease in cash	(809 387)	(247 255)	Diminution de la trésorerie
Cash position, beginning of year	67 341	314 596	Trésorerie au début
Cash position, end of year	(742 046) $	67 341 $	Trésorerie à la fin
Cash position			Situation de trésorerie
Cash (bank overdraft)	(742 046) $	67 341 $	Encaisse (découvert de banque)

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

BALANCE SHEET

DECEMBER 31, 1987

BILAN

AU 31 DECEMBRE 1987

ASSETS	1987	1986	ACTIF
Current assets			Actif à court terme
Cash		$ 67 341 $	Encaisse
Accounts receivable	2 077 651	1 269 141	Débiteurs
Inventories	1 017 850	951 976	Stocks
Prepaid expenses	193 592	114 088	Frais payés d'avance
Current portion of long-term loans	221 694	204 721	Echéances courantes des prêts à long terme
	3 510 787	2 607 267	
Loans	717 796	690 949	Prêts
Investments (Note 3)		55 000	Placements (note 3)
Fixed assets (Note 4)	1 145 415	1 011 919	Immobilisations (note 4)
Deferred charges (Note 5)	212 762	59 424	Frais reportés (note 5)
	5 586 760 $	4 424 559 $	
LIABILITIES			**PASSIF**
Current liabilities			Passif à court terme
Bank overdraft	742 046 $	$	Découvert de banque
Creditors	1 308 245	677 984	Créditeurs
Instalments on capital lease	2 485	3 395	Versements sur le contrat de location-acquisition
	2 052 776	681 379	
Obligation under capital lease (Note 6)		2 485	Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 6)
	2 052 776	683 864	
SHAREHOLDERS' EQUITY			**AVOIR DES ACTIONNAIRES**
Capital stock (Note 7)	4 001 000	3 751 000	Capital-actions (note 7)
Deficit	(467 016)	(10 305)	Déficit
	3 533 984	3 740 695	
	5 586 760 $	4 424 559 $	

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

On behalf of the board

Pour le conseil

..... Director
Administrateur

..... Director
Administrateur

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1987

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1987

1 - GOVERNING STATUTE AND NATURE OF OPERATIONS

The Company is incorporated under the James Bay Native Development Corporation Act. Its main objective is to improve the economic conditions and prospects of the James Bay Crees.

1 - STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société est constituée selon la Loi sur la Société de Développement Autochtone de la Baie James. Elle a pour but principal l'amélioration de la situation et des perspectives économiques des Cris de la Baie James.

2 - ACCOUNTING POLICIES

Inventory valuation

Inventories are valued at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined by the first in first out method.

Depreciation and amortization

Fixed assets are depreciated over their estimated usefull lives according to the straight-line method at the following annual rates:

	Rates
Buildings	33⅓
Modular homes	10%
Office furniture and equipment	from 20 to 33⅓
Automotive equipment	33⅓
Fuel tanks	10%
Leasehold improvements	20%

Deferred charges are amortized on a straight-line basis over 5 years.

Income taxes

The company is not subject to income taxes because 99.9 percent of its shares are owned by the Government of Quebec.

2 - CONVENTIONS COMPTABLES

Évaluation des stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire aux taux annuels suivants:

	Taux
Immeubles	33⅓
Maisons modulaires	10%
Mobilier et équipement de bureau	de 20 à 33⅓
Matériel roulant	33⅓
Réservoirs de carburant	10%
Améliorations locatives	20%

Les frais reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 ans.

Impôts sur le revenu

La compagnie n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu, puisque 99.9 pour cent des actions sont détenues par le Gouvernement du Québec.

3 - INVESTMENTS

	1987	1986
138155 shares class «A» of Les Constructions Allan Copper Inc., representing 51% of the issued shares, at the equity value		$ 1
Loans to Les Constructions Allan Cooper Inc.		545 324
Provision for loss on loans		(490 325)
	NIL	$ 55 000

3 - PLACEMENTS

138155 actions catégorie «A» de Les Constructions Allan Cooper Inc., représentant 51% des actions émises, à la valeur de consolidation
Prêts à Les Constructions Allan Cooper Inc.
Provision pour perte sur prêts

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1987

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1987

4 - FIXED ASSETS / 4 - IMMOBILISATIONS

	1987 Cost / Coût	1987 Net / Coût non amorti	1986 Cost / Coût	1986 Net / Coût non amorti	
Buildings	193 527 $	118 714 $	166 152 $	128 884 $	Immeubles
Modular homes	11 987	5 694	11 987	6 893	Maisons modulaires
Office furniture and equipment	114 802	75 845	56 326	33 292	Mobilier et équipement de bureau
Automotive equipment	471 893	193 962	343 030	171 023	Matériel roulant
Fuel tanks	1 074 079	675 665	892 533	585 605	Réservoirs de carburant
Leasehold improvements	139 372	72 856	121 191	79 972	Améliorations locatives
	2 005 660	1 142 736	1 591 219	1 005 669	
Automotive equipment under capital lease	10 713	2 679	10 713	6 250	Matériel roulant loué en vertu d'un contrat de location-acquisition
	2 016 373 $	1 145 415 $	1 601 932	1 011 919 $	
Accumulated depreciation	870 958 $		590 013 $		Amortissements cumulés

5 - DEFERRED CHARGES, at amortized cost / 5 - FRAIS REPORTÉS, au coût non amorti

	1987	1986	
Start-up cost of Kepa division	46 778 $	59 424 $	Frais de démarrage de la division Kepa
Start-up cost of Cree Energy Distribution of Canada Inc.	105 426		Frais de démarrage de Distribution d'Énergie Crie du Canada Inc.
Advertising film	60 558		Film publicitaire
	212 762 $	59 424 $	

6 - OBLIGATION UNDER CAPITAL LEASE / 6 - OBLIGATION EN VERTU D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

	1987	1986	
Obligation under capital lease of automotive equipment, bearing interest at the rate of 12 1/2%, repayable by monthly payments of $324, maturing on 1988	2 485 $	5 880 $	Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition de matériel roulant, portant intérêt au taux de 12 1/2%, remboursable par versements de 324 $, jusqu'en 1988
Current portion	2 485	3 395	Versements exigibles à court terme
	NIL $	2 485 $	

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 1987

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 1987

7 - CAPITAL STOCK

Authorized

14,999 class «A» share of $1,000 par value, non-voting and non-participating

100 common shares of $10 par value

Issued	1987	1986
4,000 class «A» shares (1986: 3,750)	4 000 000 $	3 750 000 $
100 common shares	1 000	1 000
	4 001 000 $	3 751 000 $

In 1987, the Minister of Finance paid $250,000 for 250 shares.

7 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

14 999 actions de catégorie «A» d'une valeur nominale de 1 000 $ chacune, non votantes et non participantes
100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 $ chacune

Emis:

4 000 actions de catégorie «A» (1986: 3 750)
100 actions ordinaires

Durant l'exercice 1987, le ministre des Finances a versé une somme globale de 250 000 $ pour 250 actions.

8 - COMMITMENT AND CONTINGENCIES

The bank loan is secured by an assignment of book debts.

The Company has commitments for an annual amount of $30,732 in respect of long-term leases which terminate in 1989.

The Company has guaranteed to Bombardier Credit Ltd. 50% of the line of credit of Chisasibi Enterprise and Nemaska General Store for a maximum amount of $50,000 and $20,000 respectively. As at December 31, 1987, the line of credit utilized amounted to approximately $131,000 and $4,000 respectively.

Some professional fees incurred by the Company could be recovered from Quebec Government as per James Bay Northern Quebec Agreement future negotiations. As at December 31, 1987, these expenses amount to $235,000 and no related accounts receivable have been recorded in the financial statements.

8 - ENGAGEMENT ET ÉVENTUALITÉS

Les créances sont affectées à la garantie de l'emprunt bancaire.

La société a des engagements pour un montant annuel de 30 732 $ en vertu de baux à long terme échéant en 1989.

La société s'est portée garante de 50% de la marge de crédit consentie à Chisasibi Enterprise et à Nemaska General Store par Bombardier Crédit Ltée jusqu'à concurrence de 50 000$ et 20 000 $ respectivement. Au 31 décembre 1987, la marge de crédit utilisée était d'environ 131 000 $ et 4 000 $ respectivement.

Des honoraires professionnels encourus par la société pourraient être recouvrés du gouvernement du Québec suite à des négociations à venir en vertu de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Au 31 décembre 1987, les sommes ainsi dépensées s'élèvent à environ 235 000 $ et aucun compte à recevoir n'est inscrit à ce sujet dans les états financiers.

9 - COMPARATIVE FIGURES

Certain comparative figures have been reclassified to conform with the presentation adopted in the current year.

9 - CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

JAMES BAY NATIVE DEVELOPMENT CORPORATION
SOCIETÉ DE DÉVELOPPEMENT AUTOCHTONE DE LA BAIE JAMES

SUPPLEMENTARY INFORMATION
YEAR ENDED DECEMBER 31, 1987

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

	Administration	Economic development / Développement économique	Petroleum products / Produits pétroliers	Transport-Kepa division / Transport-division Kepa	Transport-others / Transport-autres	Total	
SALES	- $	- $	7 661 710 $	1 409 055 $	- $	9 070 765 $	CHIFFRE D'AFFAIRES
Cost of sales and of transport	-	-	5 664 673	1 071 059	-	6 735 732	Coût des ventes et du transport
GROSS PROFIT	-	-	1 997 037	337 996	-	2 335 033	BÉNÉFICE BRUT
OTHER INCOME							AUTRES REVENUS
Interest	4 383	145 446	-	-	-	149 829	Intérêts
School transportation	-	-	-	-	262 588	262 588	Transport scolaire
Rentals	8 255	-	-	7 401	-	15 656	Location
Gain on sale of investment	1 506	-	-	-	-	1 506	Gain sur la cession d'un placement
Gain on sale of fixed assets	1 204	-	-	-	-	1 204	Gain sur la cession d'immobilisations
Other income	3 949	-	29 569	-	-	33 518	Autres revenus
	19 297	145 446	29 569	7 401	262 588	464 301	
	19 297	145 446	2 026 606	345 397	262 588	2 799 334	
EXPENSES							DÉPENSES
Salaries and fringe benefits	382 792	80 731	621 570	120 854	96 498	1 302 445	Salaires et charges sociales
Professional fees	265 688	94 328	2 550	25 174	-	387 740	Honoraires professionnels
Data processing	25 290	-	-	-	-	25 290	Traitement de données
Travelling	109 168	27 842	28 489	14 027	2 384	181 150	Frais de déplacement
Transportation, communications and insurance	47 780	17 983	283 346	34 245	13 498	396 852	Transport, communications et assurances
Rent, taxes, maintenance and repairs	108 936	2 093	322 357	48 996	37 737	520 119	Location, taxes, entretien et réparations
Information and promotion	2 097	644	232	67	-	3 040	Information et publicité
Other expenses	17 761	32 687	7 253	3 073	522	61 296	Autres dépenses
Depreciation of fixed assets	68 019	-	168 195	18 176	33 522	287 912	Amortissement des immobilisations
Amortisation of deferred charges	-	-	-	12 645	-	12 645	Amortissement des frais reportés
Bad debts	-	-	80 598	4 933	-	85 531	Mauvaises créances
Provision for loss on loans	-	33 495	-	-	-	33 495	Provision pour perte sur prêts
Applied burden:							Charges imputées:
Administration fees	(234 412)	-	205 374	22 451	10 587	-	Frais d'administration
Interest charged	(227 690)	-	195 767	26 840	5 083	-	Intérêts imputés
	543 339	289 843	1 913 731	333 481	199 831	3 299 425	
Less: Recovery from affiliated companies and others	36 375	-	7 005	-	-	43 380	Moins: recouvrement de sociétés affiliées et autres
NET EXPENSES	506 964	289 843	1 906 726	333 481	199 831	3 256 045	DÉPENSES NETTES
NET EARNINGS (NET LOSS)	(587 667) $	(143 597) $	119 880 $	11 916 $	62 757 $	(456 711) $	BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)

Thorne Ernst & Whinney

Comptables agréés Chartered Accountants

2000, Avenue Mc Gill College
Bureau 1900,
Montréal (Québec) H3A 3H8

(514) 843-2100
Télex: 05-268617
Télécopieur: (514) 843-2187

RAPPORT DES VERIFICATEURS

A l'actionnaire de
Somine Inc.

Nous avons vérifié le bilan de Somine Inc. au 31 décembre 1987 ainsi que l'état des résultats et du déficit de l'exercice clos à cette date et avons obtenu tous les renseignements et explications que nous avons demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, et du mieux que nous avons pu nous en rendre compte par les renseignements et les explications qui nous ont été donnés et d'après ce qu'indiquent les livres de la compagnie, ces états financiers sont rédigés de manière à présenter fidèlement l'état véritable et exact des affaires de la compagnie au 31 décembre 1987 ainsi que les résultats de son exploitation pour l'exercice clos à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Thorne Ernst & Whinney

Le 27 septembre 1988

Membre de/Member of
Ernst & Whinney
International

SOMINE INC.

BILAN

	31 décembre 1987	1986
ACTIF		
ACTIF A COURT TERME		
Encaisse	4 147 $	5 062 $
Projets d'exploration minière (note 1)	1	1
	4 148 $	5 063 $
PASSIF		
PASSIF A COURT TERME		
Créditeurs et frais courus	29 576 $	27 669 $
Sommes à payer - SDBJ	36 924	34 469
	66 500	62 138
CAPITAL-ACTIONS ET DEFICIT		
Capital-actions		
Autorisé		
Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale		
Emis		
25 000 actions ordinaires	250 000	250 000
Déficit	(312 352)	(307 075)
	(62 352)	(57 075)
	4 148 $	5 063 $

AU NOM DU CONSEIL,

, administrateur

, administrateur

SOMINE INC.

RESULTATS ET DEFICIT

	31 décembre 1987	1986
Revenus	4 $	-
Charges		
Honoraires	5 025	15 865 $
Taxes et permis	200	100
Divers	56	462
	5 281	16 427
Perte d'exploitation	5 277	16 427
Déficit au début de l'exercice	307 075	290 648
DEFICIT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	312 352 $	307 075 $

SOMINE INC.

NOTES AFFERENTES AUX ETATS FINANCIERS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 1987

GENERALITES

La compagnie est constituée en vertu de la Partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle n'exerce plus d'activités.

1. PROJETS D'EXPLORATION MINIERE

Le 15 mars 1984, la compagnie succédait à sa compagnie mère, la SDBJ, comme propriétaire de la presque totalité des actifs miniers pour une contrepartie de un dollar et autres considérations. Somine Inc. assume également les responsabilités de la SDBJ en tant que commandité de la société en commandite, Exploration SDBJ 1980 (SOCOM). Ainsi, Somine Inc. assume tous les engagements et les obligations de Socom.

2. IMPOTS SUR LE REVENU

La compagnie est une filiale en propriété exclusive de la Société de Développement de la Baie James, une société para-gouvernementale exempte d'impôts, et par conséquent, elle n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

3. EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE

Aucun état de l'évolution de la situation financière n'a été dressé puisqu'il n'apporterait aucune information additionnelle non déjà divulguée dans les présents états financiers.

MUNICIPAL

Municipalité de la Baie James	Laurent Levasseur
	Florent Gagné
	Jean-Joseph Villeneuve
	Jean-Jacques Lefebvre
	René Gingras
Directeur général	Donald R. Murphy
Greffier	Réal Lavigne
Trésorier	Claude Hubert

ORGANISMES PARA-MUNICIPAUX

Comité consultatif de la Municipalité de la Baie James (CCMBJ)

Le comité est composé de deux représentants des municipalités de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami ainsi que de trois représentants de la Municipalité de la Baie James dont un doit être désigné par la localité de Joutel.

Conseil régional de zone de la Baie James (CRZBJ)

Le Conseil régional de zone de la Baie James a été constitué par une loi sanctionnée le 23 juin 1978 intitulée "loi constituant le conseil régional de zone de la Baie James".

Il est composé de trois membres nommés par la Municipalité de la Baie James et de trois membres nommés par l'administration régionale crie.

Conseils locaux

La Municipalité de la Baie James assume la supervision des conseils locaux de Joutel et de Beaucanton ainsi que les comités de gestion locale de Villebois et Val Paradis. Les membres de ces différents conseils sont élus au suffrage universel.

RAPPORT D'ACTIVITES

Au cours de l'année 1987, la Municipalité de la Baie James a su s'adapter aux mutations qui ont été occasionnées par l'exercice de revitalisation de la Société de développement de la Baie James. Cette activité s'est traduite par une charge de travail accrue pour les différents services de la Municipalité.

La Municipalité a adopté au cours de l'année 1987, plusieurs règlements en vue d'harmoniser le développement sur son immense territoire et de protéger la qualité de vie de ses citoyens et de protéger les principaux pôles d'activités qui existent. Parmi les règlements adoptés, soulignons les amendements qui ont été apportés aux règlements sur le zonage, la construction et le lotissement.

De plus, une importante réglementation municipale a été élaborée pour le secteur de l'Agglomération de Radisson. En effet, le Conseil a adopté des règlements régissant la conduite des individus, entre autre un règlement sur la paix et le bon ordre, un règlement sur la circulation, un règlement sur le stationnement s'appliquant dans les limites de l'agglomération.

Toujours dans le but d'harmoniser le développement, les services techniques de la Municipalité ont entrepris vers la fin de l'année, la mise à jour de tous les dossiers touchant l'article 41 de la loi sur le développement de la région de la Baie James. En vertu de cet article toute personne, corporation, société ou autre entité qui désire obtenir une concession de terre à l'intérieur du territoire de la Baie James, doivent obtenir au préalable, de la Société de développement de la Baie James un avis sur cette concession.

Dans ce rôle, la Société consulte la Municipalité de la Baie James afin d'émettre un avis relativement à la concession demandée.

En tourisme, la Municipalité de la Baie James a poursuivi le parachèvement de son réseau d'haltes routières jusqu'au kilomètre 257 de la route de la Baie James. Un nouveau bureau d'informations touristiques a été érigé au kilomètre 6 afin de répondre plus adéquatement aux besoins de nombreux utilisateurs de ce réseau routier.

SERVICE DE POLICE

Outre les activités quotidiennes et routinières, le Service de police de la Municipalité de la Baie James a amorcé à l'intention du Solliciteur général du Québec, une réflexion sur la façon dont devrait être dispensés les services policiers dans la région de la Baie James. D'ailleurs, une décision dans ce dossier devrait être prise au cours de l'année 1988.

COMITE CONSULTATIF DE LA MUNICIPALITE DE LA BAIE JAMES

Le comité consultatif de la Municipalité de la Baie James a repris vie en cours d'année. Ce fut surtout une année où les différents intervenants municipaux de la région de la Baie James ont appris à se connaître et à travailler ensemble.

Durant l'année, le comité s'est réuni à quatre reprises afin de discuter de dossiers communs à chaque entité membre du Comité qui se compose des villes de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et de la Municipalité de la Baie James.

Les principaux dossiers traités par le comité ont trait à la création d'une nouvelle région administrative, aux relations avec les autochtones, à la sécurité publique sur le territoire de la Baie James.

CONSEIL REGIONAL DE ZONE

Le conseil régional de zone n'a pas siégé au cours de l'année 1987. Toutefois, de nombreuses discussions ont eu lieu afin de le remettre en marche au début de l'année 1988.

FINANCEMENT

La Municipalité ne présente aucune dette obligataire et les revenus consolidés perçus ont permis la réalisation d'un surplus de 304 807$. L'évaluation imposable consolidée est de 146,4 millions, générant des revenus de taxe foncière de 2,6 millions, soit un taux global de taxation de 1,8010$ par 100$ d'évaluation.

Le président.

Laurent Levasseur

RAPPORT FINANCIER
1987

Municipalité: de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

(Nom de la MRC ou de la communauté urbaine)

9	8	0	2

(code géographique)

Gouvernement du Québec
Ministère des
Affaires municipales

RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné, Jean-Pierre Morin CA atteste que le rapport financier de la municipalité de la Baie James pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987, a été préparé conformément à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes, L.R.Q., c. C-19, ou à l'article 176 du Code municipal du Québec, L.R.Q., c. C-27.

Date: 30 janvier 1988 Signature:

9 8 0 2
CODE GEOGR

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Aux membres du conseil,

Messieurs les membres du Conseil
d'administration de la Société
de développement de la Baie James
en substitution au Conseil municipal
de la Municipalité de la Baie James

Nous avons vérifié les états consolidés des recettes et dépenses et du surplus ainsi que le bilan consolidé du fonds d'administration, l'état consolidé de l'actif à long terme, le bilan consolidé du fonds de roulement et l'état consolidé de la variation du capital non engagé du fonds de roulement de la Municipalité de la Baie James pour l'exercice clos le 31 décembre 1987. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement les résultats des opérations de la Municipalité de la Baie James pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987 ainsi que sa situation financière à cette date selon les principes comptables généralement reconnus et les usages particuliers de la comptabilité municipale au Québec, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent. De plus, à notre avis, le taux global de taxation a été établi conformément aux règlements adoptés en vertu de l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale.

NOM DU VÉRIFICATEUR: Samson Bélair

Samson Bélair

DATE: 25 mai 1988

SIGNATURE

Municipalité: de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

9	8	0	2	0	0	8

CODE GÉOGR

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

RECETTES

	1	Budget initial 2		1987 3
RECETTES DE SOURCES LOCALES				
TAXES				
Taxe foncière générale		2 540 131	1	2 608 836
Autres taxes foncières				
répartitions générales			2	
répartitions locales			3	
Surtaxes sur terrains vagues			4	
Compensations pour services municipaux				
eau		17 600	5	18 345
égouts		4 915	6	4 857
enlèvement et destruction des ordures		19 225	7	21 185
Taxes d'affaires				
sur l'ensemble des valeurs locatives			8	
autres			9	
Autres taxes			10	1 854
Total		2 581 871	11	2 655 077
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
Gouvernement du Québec		186 047	12	222 692
Gouvernement du Canada et ses entreprises			13	
Autres			14	
Total		186 047	15	222 692

lunicipalité: de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

9	8	0	2

CODE GEOGR

0	0	9

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

RECETTES (suite)

	1	2 Budget initial		3 1987
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Police			1	
Protection contre l'incendie			2	71 560
Enlèvement de la neige			3	
Eau			4	
Égouts			5	27 195
Enlèvement et destruction des ordures			6	
Loisirs et culture			7	
Service de la dette			8	
Autres			9	114 224
Total			10	212 979
AUTRES SERVICES RENDUS				
Loisirs et culture				
centres communautaires		5 000	11	7 217
patinoires intérieures et extérieures		20 000	12	750
parcs et terrains de jeux			13	13 139
piscines, plages, ports de plaisance		17 000	14	7 917
expositions et foires			15	220
bibliothèques			16	
autres		254 300	17	86 159
Total partiel		296 300	18	115 402
Stationnement			19	
Loyers		45 800	20	65 651
Recouvrements				
fonds des règlements d'emprunt			21	
autres fonds			22	
tiers				
services rendus au gouvernement du Québec		726 900	23	800 982
autres			24	203 000
Autres		62 000	25	196 366
Total		1 131 000	26	1 381 401

Municipalité: de la Baie James (consolidé) | 9 8 0 2 | 0 1 0
(Nom officiel) CODE GEOGR

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DECEMBRE 1987

RECETTES (suite)

	1	Budget initial 2		1987 3
AUTRES RECETTES DE SOURCES LOCALES				
Imposition de droits				
licences et permis		2 100	1	3 241
droits de mutation immobilière			2	
droits sur les divertissements			3	7 812
Amendes			4	
Intérêts				
banque et placements		21 600	5	16 493
arriérés de taxes		6 600	6	19 531
autres			7	
Cessions d'actifs immobilisés				
immeubles industriels municipaux			8	
autres actifs		5 000	9	700
Contributions d'autres fonds				
électricité			10	
autres			11	7 000
Autres		10 400	12	36 322
Total		45 700	13	91 099
TOTAL DES RECETTES DE SOURCES LOCALES		3 944 618	14	4 563 248

Municipalité: de la Baie James (consolidé) | 9 8 0 2 | 0 1 1
(Nom officiel) CODE GÉOGR

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

RECETTES (suite)

	1	Budget initial 2		1987 3
TRANSFERTS				
TRANSFERTS INCONDITIONNELS				
Subventions du gouvernement du Québec				
regroupement municipal			1	10 000
péréquation			2	
autres			3	15 490
Autres subventions inconditionnelles			4	
Total			5	25 490
TRANSFERTS CONDITIONNELS				
Subventions gouvernementales				
eau et égouts				
assainissement des eaux			6	
autres			7	8 000
protection contre l'incendie			8	
transport				
entretien des chemins en hiver		284 100	9	285 616
asphaltage et réfection de chemins		15 000	10	33 990
autres			11	
loisirs et culture				
sports et loisirs			12	2 784
bibliothèques			13	
autres			14	224 000
évaluation			15	
création d'emplois			16	6 351
autres			17	
Autres subventions conditionnelles		30 000	18	29 325
Total		329 100	19	590 066
TOTAL DES TRANSFERTS		329 100	20	615 556
AFFECTATION DU SURPLUS		294 192	21	179 355
TOTAL DES RECETTES		4 567 910	22	5 358 159
EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES RECETTES			23	
TOTAL GÉNÉRAL			24	5 358 159

Municipalité: de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

9 8 0 2 | 0 1 1 2
CODE GEOGR

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

DÉPENSES

	1	2 Budget initial		3 1987
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Législation		174 320	1	163 671
Application de la loi			2	
Gestion financière et administrative		625 785	3	727 125
Greffe		101 980	4	95 086
Évaluation		111 250	5	100 274
Gestion du personnel		35 350	6	36 957
Autres		188 875	7	186 177
Total		1 237 560	8	1 309 290
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police		893 630	9	924 897
Protection contre l'incendie		129 435	10	140 495
Protection civile			11	
Autres			12	
Total		1 023 065	13	1 065 392
TRANSPORT				
Administration			14	
Voirie municipale		422 395	15	409 766
Enlèvement de la neige		328 970	16	347 194
Éclairage des rues		51 820	17	50 920
Circulation			18	
Stationnement			19	
Autres			20	
Total		803 185	21	807 880

unicipalité de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

9 8 0 2 — code géogr. — 0 1 3

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES

EXERCICE TERMINE LE 31 DÉCEMBRE 19-17

DÉPENSES (suite)

	1	Budget initial 2		1987 3
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égouts				
administration		80 770	1	98 461
purification et traitement de l'eau		154 670	2	130 481
réseau de distribution de l'eau		73 900	3	63 895
épuration des eaux usées		18 250	4	14 179
réseau d'égouts		49 500	5	52 138
Enlèvement et destruction des ordures		155 430	6	138 798
Autres		10 000	7	29 848
Total		542 520	8	527 800
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			9	
URBANISME ET MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE				
Urbanisme et zonage		49 010	10	48 583
Promotion et développement industriels		35 000	11	30 000
Rénovation urbaine et restauration			12	
Logement			13	
Autres			14	
Total		84 010	15	78 583
LOISIRS ET CULTURE				
Administration		299 860	16	337 624
Centres communautaires			17	19 798
Patinoires intérieures et extérieures		53 090	18	285 797
Piscines, plages, ports de plaisance		25 070	19	4 391
Parcs et terrains de jeux		26 760	20	19 229
Expositions et foires			21	
Bibliothèques		14 325	22	11 727
Autres activités				
loisirs		164 500	23	163 804
culture		26 425	24	4 226
Total		610 030	25	846 596

unicipalité de la Baie James (consolidé)
(Nom officiel)

9802 | 014
CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DES RECETTES ET DÉPENSES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

DÉPENSES (suite)

	1	Budget initial 2		1987 3
AUTRES DÉPENSES				
Frais de financement				
à la charge de la municipalité		68 090	1	97 426
à la charge d'autres organismes municipaux			2	
à la charge du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada			3	
à la charge des débiteurs hypothécaires			4	
Total partiel		68 090	5	97 426
Dépenses en immobilisations à même les recettes		114 450	6	319 144
Quote-part des dépenses de la communauté municipale				
transport en commun			7	
autres			8	
Contributions à d'autres fonds				
fonds des règlements d'emprunt			9	
autres fonds			10	
Dépenses recouvrables				
du fonds des règlements d'emprunt			11	
autres			12	
Créances douteuses ou irrécouvrables		3 000	13	1 241
Total		185 540	14	417 811
AFFECTATION DU DÉFICIT		82 000	15	0
TOTAL DES DÉPENSES		4 567 910	16	5 093 352
EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES DÉPENSES			17	304 807
TOTAL GÉNÉRAL			18	5 358 159

Municipalité de la Baie James (consolidé) (Nom officiel) | 9 8 0 2 | 0 1 5 (CODE GÉOGR.)

FONDS D'ADMINISTRATION
ÉTAT DU SURPLUS NON AFFECTÉ (DÉFICIT)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

	1		2 1987
SURPLUS NON AFFECTÉ (DÉFICIT) AU 1er JANVIER		1	178 030
Ajouter:			
Affectation du déficit aux dépenses		2	
Excédent des recettes sur les dépenses		3	304 807
Virements de surplus affectés		4	
Autres régularisations (préciser)			
Sur évaluation comptes à payer 1986		5	1 525
		6	
		7	
		8	
		9	
		10	
		11	
		12	
Total partiel		13	306 332
Déduire:			
Affectation du surplus aux recettes		14	179 355
Excédent des dépenses sur les recettes		15	
Virements à des surplus affectés		16	2 527
Autres régularisations (préciser)			
Annulation de taxes		17	314
Annulation de taxes à recevoir 1985		18	67
		19	
		20	
		21	
Total partiel		22	182 263
SURPLUS NON AFFECTÉ (DÉFICIT) AU 31 DÉCEMBRE		23	302 099

Municipalité: de la Baie James (consolidé) (Nom officiel) | 9 8 0 2 | CODE GÉOGR. | 0 1 7 |

FONDS D'ADMINISTRATION
BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 1987

ACTIF

	1		2 1987
ENCAISSE			
Caisse		1	2 450
Banque — compte général		2	34 393
Banque — dépôts à terme		3	350 205
PLACEMENTS		4	4 509
DÉBITEURS			
Taxes municipales		5	100 281
Taxes scolaires		6	
Taxes — certificats de vente pour non-paiement de taxes		7	
Gouvernement du Canada et ses entreprises			
paiements tenant lieu de taxes		8	
autres		9	
Gouvernement du Québec et ses entreprises			
paiements tenant lieu de taxes		10	4 496
autres		11	914 761
Organismes municipaux		12	23 900
Autres		13	320 446
SOMMES À RECEVOIR D'AUTRES FONDS			
fonds des règlements d'emprunt		14	
autres		15	743
STOCK		16	
AUTRES ACTIFS		17	19 641
DÉFICIT ACCUMULÉ		18	
TOTAL		19	1 775 825

Municipalité: de la Baie James (consolidé) (1)
(Nom officiel)

9	8	0	2	0	1	8

CODE GÉOGR.

FONDS D'ADMINISTRATION
BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 1987
PASSIF

	1		2 1987
DÉCOUVERT EN BANQUE		1	29 560
EMPRUNTS À COURT TERME		2	254 044
CRÉDITEURS			
Fournisseurs		3	552 322
Gouvernement du Canada		4	4 213
Gouvernement du Québec		5	37 416
Organismes municipaux		6	288
Commissions scolaires		7	
Autres		8	318 192
ENGAGEMENTS		9	
SOMMES À PAYER À D'AUTRES FONDS			
fonds de roulement		10	249 429
autres		11	
RECETTES REPORTÉES			
Taxes perçues d'avance		12	465
Cessions d'actifs immobilisés			
immeubles industriels municipaux		13	
autres actifs		14	
Autres		15	743
AUTRES PASSIFS		16	20 000
SURPLUS ACCUMULÉ			
Surplus affectés		17	7 054
Surplus non affecté		18	302 099
TOTAL		19	1 775 825

Municipalité: Municipalité de la Baie James (consolidé) | 9 | 8 | 0 | 2 | | 0 | 2 | 2 |
(Nom officiel) CODE GÉOGR

ÉTAT DE L'ACTIF À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 1987

CLASSIFICATION	1		1987 2
ACTIF			
ACTIFS IMMOBILISÉS			
Travaux de génie		1	1 751 320
Bâtiments		2	231 854
Terrains		3	2 552
Matériel et véhicules		4	597 718
Ameublement		5	26 487
Réseau d'électricité		6	
ACTIFS IMMOBILISÉS SUJETS À LA REVENTE			
Propriétés acquises pour non-paiement de taxes		7	
Terrains acquis à des fins de rénovation urbaine		8	
Immeubles de la réserve foncière		9	
Immeubles industriels municipaux		10	
CRÉANCES À LONG TERME			
Prêts à l'Office municipal d'habitation		11	
Prêts sur immeubles industriels municipaux		12	
Autres créances		13	
TOTAL DE L'ACTIF		14	2 609 931
MODE DE FINANCEMENT			
ACTIFS ACQUIS AVANT 1976		15	
ACTIFS FINANCÉS PAR:			
Obligations		16	
Autres dettes à long terme		17	
Subventions et contributions gouvernementales		18	659 090
Fonds d'administration		19	1 580 413
Fonds de roulement		20	176 425
Autres modes de financement		21	194 003
TOTAL		22	2 609 931

Municipalité: Municipalité de la Baie James (consolidé) | 9 | 8 | 0 | 2 | | 0 | 2 | 4 |
(Nom officiel) CODE GÉOGR

FONDS DE ROULEMENT
BILAN
AU 31 DÉCEMBRE 1987

	1		2 1987
ACTIF			
BANQUE			
Compte général		1	29
Dépôts à terme		2	
PLACEMENTS		3	
SOMMES À RECEVOIR D'AUTRES FONDS			
Fonds d'administration		4	249 429
Fonds d'administration du réseau d'électricité		5	
DÉPENSES FINANCÉES À LONG TERME		6	50 542
TOTAL		7	300 000
PASSIF			
CRÉDITEURS			
Recettes à verser au fonds d'administration		8	
Autres		9	
CAPITAL DU FONDS			
Capital engagé		10	50 542
Capital non engagé		11	249 458
TOTAL		12	300 000

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 DÉCEMBRE 1987

1. STATUT

La Municipalité de la Baie James est constituée en vertu de l'article 34 de la Loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 L.R.Q. c. D-8.

2. APPROBATION DES ORDONNANCES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC

Les articles 36 et 37 de la Loi sur le développement de la région de la Baie James - 1977 L.R.Q. c. D-8, stipulent que le Conseil d'administration de la Société de développement de la Baie James est substitué au Conseil municipal et qu'il en exerce les pouvoirs par ordonnances dont certaines sont soumises à l'approbation du gouvernement du Québec et publiées dans la Gazette officielle du Québec.

3. SALAIRES ET DEDUCTIONS A LA SOURCE A PAYER

Le 18 février 1985, la Société de développement de la Baie James, la Société d'énergie de la Baie James et Hydro Québec ont décidé de résilier, à la fin de 1985, le protocole d'entente concernant le remboursement des frais de protection policière, de protection d'incendie et de gardiennage encourus par le Service de sécurité publique de la Municipalité de la Baie James.

Suite à cette décision, la Municipalité de la Baie James a comptabilisé comme frais courus un montant de 261 334 $ relativement aux primes de départ qu'elle devra verser suite à la mise à pied du personnel affecté à la sécurité publique. Au 31 décembre 1987, un montant de 217 567 $ demeurait à payer.

4. EVENTUALITES

a) La Municipalité de la Baie James a reçu une mise en demeure d'un montant de 50 000 $ à titre de dommages-intérêts pour des propos diffamatoires. La municipalité n'a pas donné suite à cette mise en demeure considérant les arguments cités comme étant faux et non fondés en droit. Le requérant n'ayant pas donné suite à sa mise en demeure, la municipalité considère ce dossier comme clos.

b) Des procédures judiciaires ont été intentées contre la Municipalité de la Baie James concernant l'octroi d'un contrat pour l'entretien des chemins d'hiver.

Tout règlement de ces éventualités, dont le montant ne peut présentement être déterminé, serait enregistré aux livres comme redressement à affecter aux exercices antérieurs.

5. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés de la Municipalité de la Baie James comprennent les comptes: des Municipalité de la Baie James et de Joutel, des agglomérations de Val-Paradis, Rousseau, Villebois et Radisson.

Municipalité: Municipalité de la Baie James (Consolidé) ANNEXE B

(Nom officiel)

9 8 0 2
CODE GEOGR

0 3 0

FONDS D'ADMINISTRATION
ANALYSE DES DÉPENSES PAR OBJET

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 1987

OBJETS	1		1987 2
Rémunération du personnel		1	2 129 269
Cotisations de l'employeur		2	251 577
Transport et communication		3	331 589
Services professionnels, administratifs et autres		4	510 294
Location, entretien et réparation			
Location		5	302 559
Entretien et réparation		6	233 303
Biens non durables		7	432 565
Achat d'actifs immobilisés		8	319 144
Frais de financement(1)		9	97 426
Autres objets			
Excédents de coûts de règlements d'emprunt		10	
Quote-part des dépenses de la communauté municipale		11	
Contributions à d'autres fonds		12	
Créances douteuses ou irrécouvrables		13	1 241
Affectation du déficit		14	0
Autres		15	444 385
TOTAL		16	(*) 5 053 352

(1) Doit égaler le montant inscrit à la ligne 5 de la page 14.

(*) Doit égaler le total des dépenses à l'état des recettes et dépenses.